

N° 393. — ARRÊTÉ rendant exécutoire le tarif des taxes locales à percevoir pendant l'année 1899.

(Du 22 décembre 1898.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR, OFFICIER D'ACADÉMIE.

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu l'article 40 § 22 du décret du même jour instituant le Conseil général ;

Vu les articles 40, 42 et 44 du décret du 20 novembre 1882 sur le régime financier des colonies ;

Vu les articles 282 et suivants du règlement du 14 janvier 1869 sur la comptabilité publique ;

Vu les délibérations et votes du Conseil général au cours de sa session ordinaire de 1898 ;

Vu l'article 6 de la loi du 11 janvier 1892 sur le tarif général des douanes ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Est rendu exécutoire le tarif ci-annexé des taxes locales à percevoir pendant l'année 1899.

Art. 2. Le Trésorier-payeur, les Chefs des services de l'Enregistrement, des Contributions et de la Poste sont chargés de la liquidation et du recouvrement des produits résultant des taxes ci-dessous désignées, tant directes qu'indirectes, revenant à la colonie.

Art. 3. Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont et demeurent abrogées.

Art. 4. Toutes les contributions directes ou indirectes autres que celles ci-dessous spécifiées, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception.

Art. 5. Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Papeete, le 22 décembre 1898.

Signé : G. GALLET.

TARIF DES TAXES

A PERCEVOIR PENDANT L'ANNÉE 1899
AU PROFIT DU SERVICE LOCAL.

CONTRIBUTIONS SUR RÔLES.

Taxes d'immatriculation spéciale aux Chinois résidant dans la colonie et payant une ou plusieurs patentes et licences (arrêté du 23 décembre 1898).

Les Chinois sont divisés en 6 catégories au point de vue des droits d'immatriculation.

La catégorie hors classe comprend tous ceux payant de 501 fr. et au dessus, de patentes proportionnelle et fixe ou de licences.	1.200 fr.
La 1 ^{re} catégorie comprend tous ceux payant de 401 à 500 fr. de patentes.	1.000
La 2 ^e catégorie comprend tous ceux payant de 301 à 400 fr. de patentes.	800
La 3 ^e catégorie comprend tous ceux payant de 201 à 300 fr. de patentes.	600
La 4 ^e catégorie comprend tous ceux payant de 101 à 200 fr. de patentes.	400
La 5 ^e catégorie comprend tous ceux payant moins de 100 fr. de patentes.	100

Pour les nouveaux immigrants, ces droits sont décomptés par quarts, suivant le trimestre de leur arrivée dans la colonie.

Les Chinois agriculteurs, maraîchers et domestiques sont exempts de la taxe d'immatriculation.

Impôt dit des routes (arrêté du 22 décembre 1897.)

Pour chaque personne assujettie à cet impôt. 24 fr.

Frais d'avertissement.

Par rôle inscrite au rôle. 0.10

Contribution des patentes (arrêtés des 16 février 1891, 25 juin 1889, 28 décembre 1892, décrets des 1^{er} juin 1895 et 5 mai 1896).

Les patentes sont divisées en patentes fixes et en patentes proportionnelles.

Le taux des patentes fixes est déterminé ainsi qu'il suit :

1^{re} PATENTES DE COMMERCE.

1^{re} classe. Négociants vendant en gros et en détail, le détail ne s'étendant pas aux liquides, et exerçant dans la ville de Papeete seulement. 750 fr.

Le gros comporte au moins 1 bouteille pour les liquides d'importation autres que les rhums. Pour ces derniers, comme pour ceux de fabrication locale, le gros comporte au moins 12 bouteilles.

2 ^e classe. Les mêmes, établis dans la colonie partout ailleurs qu'à Papeete, sauf les prohibitions spéciales prévues par les arrêtés encore en vigueur dans certaines localités, et vendant, partout où il n'existe pas de débit de boissons, le rhum à la bouteille ainsi que les autres liquides alcooliques.....	450 fr.
3 ^e classe. Commerçants en gros et en détail ne vendant pas de liquides et exerçant à Papeete seulement.....	125
4 ^e classe. Commerçants en gros et en détail ne vendant que des produits relatifs à leur industrie, sauf les liquides, et exerçant à Papeete seulement.....	100
5 ^e classe. Commerçants en gros et en détail, ne vendant pas de liquides, établis partout ailleurs qu'à Papeete.....	50

2^e PATENTES D'INDUSTRIES ET DE PROFESSIONS DIVERSES.

Armateurs, par tonneau de jauge, pour tout bâtiment jaugeant au moins 10 tonneaux.....	1 fr.
Colporteurs à Tahiti.....	100
Les mêmes à Moorea et dans toutes les autres îles, y compris les embarcations armées dans l'archipel des Tuamotu pour y faire le colportage.....	50
Usiniers, chefs de fabrique.....	25
Capitaines ou subrécargues de navires armés au petit cabotage ou au bornage et exerçant le commerce des liquides en gros dans les ports autres que celui de Papeete, sauf les prohibitions spéciales prévues par les arrêtés encore en vigueur dans certaines localités :	
Par tonneau de jauge.....	15 fr.
(Minimum de la patente : 125 fr. — Maximum : 450 fr.)	
Les mêmes faisant du commerce à bord des mêmes navires, mais ne vendant pas de liquides.....	125 fr.
Toutes autres professions.....	25
Formule de patente.....	2 50

NOTA. — Il est formellement interdit aux navires armés au long cours et au grand cabotage de faire le commerce à leur bord.

Les patentes proportionnelles sont fixées de la manière suivante :

- Négociants de première ou de seconde classe, le dixième de la valeur locative ;
- Négociants de troisième, quatrième et cinquième classes, le quinzième de la même valeur ;
- Usiniers, le cinquantième ;
- Toutes autres professions, le vingtième de la valeur locative.

Impôt particulier pour les professions libérales (arrêté du 25 janvier 1883) :

Agents d'affaires.....	100 fr.
Avocats ou défenseurs.....	300
Commissaires-priseurs.....	100
Huissiers.....	100
Médecins.....	100
Notaires.....	300

Un prélèvement de $\frac{1}{3}$ est opéré sur le montant des patentes en faveur du budget municipal.